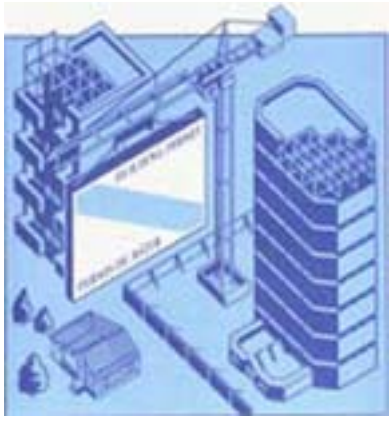
Nº 64-001-X au catalogue

Permis de bâtir

Février 2014



Statistique Canada
Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d’autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l’ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à *www.statcan.gc.ca*.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à *infostats@statcan.gc.ca*

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros sans frais suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d’appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-877-287-4369

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit nº 64-001-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à *www.statcan.gc.ca* et de parcourir par « Ressource clé » > « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s’engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s’est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site *www.statcan.gc.ca* sous « À propos de nous » > « Notre organisme » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Statistique Canada
Division de l'investissement, des sciences et de la technologie
Section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières

Permis de bâtir

Février 2014

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2014

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

http://www.statcan.gc.ca/reference/licence-fra.html

Avril 2014

Nº 64-001-X au catalogue, vol. 58, nº 2

ISSN 1496-3949

Périodicité : mensuelle

Ottawa

This publication is also available in English.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Information pour l'usager

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0s	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
p	provisoire
r	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
E	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié
*	valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,05)

Remerciements

Cette publication a été rédigée sous la direction de :

- Greg Peterson, Directeur, Division de l'investissement, des sciences et de la technologie
- J. E. Forbes, Chef, Section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières
- B. Oueriemmi, Chef d'unité, Section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières
- M. Bien-Aimé, Analyste-économiste, Section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières

Avis important

Les changements de limites territoriales, de status et de noms d'entités géographiques qui ont eu lieu avant janvier 2013 sont inclus dans la présente publication. Ces changements géographiques sont disponibles en écrivant à :

Statistique Canada
Division de l'investissement, des sciences et de la technologie
Section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières
Immeuble principal, SC 1306-i
150 promenade Tunney's Pasture
Ottawa, Ontario K1A 0T6
ou en téléphonant au : 613-951-6321

Table des matières

Faits saillants 5

Analyse – Février 2014 6

Secteur résidentiel : baisse des intentions de construction de logements multifamiliaux et unifamiliaux 6
Secteur non résidentiel : hausse dans les composantes institutionnelle et industrielle 6
Provinces : fortes baisses en Alberta, au Québec et en Colombie-Britannique 7
Baisse des intentions de construction dans plus de la moitié des régions métropolitaines de recensement 7

Graphiques

1. Valeur totale des permis de bâtir 8
2. Valeur des permis de bâtir résidentiels – Total 9
3. Nombre d'unités de logement – Unifamilial et multiple 9
4. Valeur des permis de bâtir non résidentiels – Total 10
5. Valeur des permis de construction commerciale 10
6. Valeur des permis de construction industrielle 11
7. Valeur des permis de construction institutionnelle et gouvernementale 11

Produits connexes 12

Tableaux statistiques

1 Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisée 15
2 Valeur des permis de bâtir non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée 15
3 Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée 16
4 Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel 16
5 Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisées, 2014 17
6 Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2014 19
7 Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2014 23
8 Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, février 2014 25
9 Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à février 2014 26
10 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2014 27

Table des matières – suite

11 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, février 2014 29
12 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à février 2014 30
13 Valeur des permis de bâtir non résidentiels, selon le type de bâtiment, provinces et territoires, non désaisonnalisées, février 2014 31

Qualité des données, concepts et méthodologie

Description – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir 32
Sources de données et méthodologie 33
Concepts et variables observées 35
Catégories de bâtiments 36
Classification géographique 37
Exactitude des données 39
Comparabilité des données et sources connexes 40

Appendice

I Abréviations géographiques 41

Faits saillants

Les municipalités ont délivré pour 6,1 milliards de dollars de permis de bâtir en février, en baisse de 11,6 % par rapport au mois précédent. Ce recul a fait suite à une hausse de 8,1 % observée en janvier et s'explique en grande partie par la diminution des intentions de construction de logements multifamiliaux dans l'ensemble des provinces.

Analyse – Février 2014

Les municipalités ont délivré pour 6,1 milliards de dollars de permis de bâtir en février, en baisse de 11,6 % par rapport au mois précédent. Ce recul a fait suite à une hausse de 8,1 % observée en janvier et s'explique en grande partie par la diminution des intentions de construction de logements multifamiliaux dans l'ensemble des provinces.

Les intentions de construction d'immeubles résidentiels ont diminué de 21,0 % pour se fixer à 3,6 milliards de dollars, après avoir crû de 26,1 % le mois précédent. Il s'agit d'une troisième baisse en quatre mois. Un affaiblissement des intentions de construction résidentielle a été observé dans toutes les provinces, sauf à l'Île-du-Prince-Édouard. L'Alberta, le Québec et la Colombie-Britannique ont connu les plus fortes baisses.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis de bâtir a progressé de 6,6 % en février pour atteindre 2,5 milliards de dollars. Cette hausse a fait suite à une baisse de 15,4 % enregistrée le mois précédent. L'Ontario, la Colombie-Britannique et le Québec ont été à l'origine de la majeure partie de la croissance observée au niveau national, tandis que l'Alberta, le Manitoba, Terre-Neuve-et-Labrador et la Nouvelle-Écosse ont connu des baisses.

Secteur résidentiel : baisse des intentions de construction de logements multifamiliaux et unifamiliaux

La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a diminué de 31,5 % en février pour se fixer à 1,5 milliard de dollars, ce qui représente un troisième repli en quatre mois. Des reculs ont été observés dans toutes les provinces, le Québec, la Colombie-Britannique et l'Alberta ayant affiché les plus fortes baisses.

Les intentions de construction de logements unifamiliaux ont baissé de 12,0 % en février pour s'établir à 2,2 milliards de dollars, après avoir augmenté de 14,0 % en janvier. Un recul des intentions de construction a été observé dans six provinces, l'Alberta, l'Ontario et la Colombie-Britannique ayant été à l'origine de la majeure partie de la baisse inscrite au niveau national.

Les municipalités canadiennes ont approuvé la construction de 14 011 nouveaux logements en février, soit un recul de 23,8 % par rapport à janvier. La baisse observée en février a été attribuable à une diminution de 29,3 % du nombre de logements multifamiliaux, qui s'est établi à 8 289 unités, et à un repli de 14,3 % du nombre de logements unifamiliaux, lequel s'est fixé à 5 722 unités.

Secteur non résidentiel : hausse dans les composantes institutionnelle et industrielle

Les municipalités canadiennes ont délivré pour 673 millions de dollars de permis de construction institutionnelle en février, en hausse de 14,9 % par rapport à janvier. Les augmentations enregistrées dans quatre provinces, l'Ontario en tête, ont plus qu'effacé les baisses affichées dans les autres provinces. L'augmentation affichée en Ontario a été principalement attribuable aux immeubles à vocation médicale. L'Alberta a connu la plus forte baisse, en raison de l'affaiblissement des intentions de construction d'immeubles à vocation médicale, d'établissements d'enseignement et d'immeubles gouvernementaux.

Dans la composante industrielle, la valeur des permis a crû de 26,8 % en février pour atteindre 348 millions de dollars, après avoir enregistré une baisse de 44,5 % le mois précédent. Cette augmentation a été le résultat d'une hausse des intentions de construction de bâtiments rattachés au secteur primaire et à l'industrie minière au Québec, et d'usines de fabrication en Alberta et au Québec. Les baisses les plus marquées ont été notées à Terre-Neuve-et-Labrador et en Colombie-Britannique.

Après avoir connu une croissance de 14,5 % en janvier, les municipalités canadiennes ont délivré pour 1,5 milliard de dollars de permis de construction commerciale en février, ce qui représente une baisse de 0,3 % par rapport au mois précédent. Cette diminution a été attribuable à diverses catégories d'immeubles à vocation commerciale, dont les hôtels et les restaurants, et les stations-service. Les baisses affichées dans quatre provinces, l'Ontario et le Manitoba arrivant en tête, ont effacé les hausses observées dans les autres provinces. La Colombie-Britannique a connu la croissance la plus marquée, suivie du Nouveau-Brunswick et de la Saskatchewan.

Provinces : fortes baisses en Alberta, au Québec et en Colombie-Britannique

La valeur des permis a diminué dans sept provinces en février. L'Alberta a connu la plus forte baisse, principalement en raison d'une diminution des intentions de construction d'immeubles résidentiels et institutionnels. Au Québec, la baisse mensuelle a été attribuable aux logements multifamiliaux, tandis que le recul enregistré en Colombie-Britannique s'explique par l'affaiblissement des intentions de construction d'immeubles résidentiels et institutionnels.

L'augmentation la plus prononcée a été inscrite en Ontario, grâce à une hausse des intentions de construction institutionnelle. L'Île-du-Prince-Édouard arrivait loin au deuxième rang, suivie du Nouveau-Brunswick. Les intentions de construction d'immeubles institutionnels et de logements unifamiliaux ont contribué à la croissance observée à l'Île-du-Prince-Édouard, alors que les immeubles à vocation commerciale et les logements unifamiliaux ont été à l'origine de l'augmentation affichée au Nouveau-Brunswick.

Baisse des intentions de construction dans plus de la moitié des régions métropolitaines de recensement

En février, la valeur totale des permis a diminué dans 20 des 34 régions métropolitaines de recensement.

La plus forte baisse a été enregistrée à Toronto, suivie d'Edmonton et de Montréal. À Toronto, la baisse a été principalement attribuable aux immeubles résidentiels et, dans une moindre mesure, aux immeubles à vocation commerciale. L'affaiblissement des intentions dans l'ensemble des composantes explique la baisse observée à Edmonton. À Montréal, les logements multifamiliaux ont été à l'origine de la majeure partie du recul.

Kingston a inscrit l'augmentation la plus prononcée en février, suivie d'Ottawa. La croissance de la valeur des permis délivrés à Kingston a été surtout attribuable à l'augmentation des intentions de construction d'immeubles institutionnels, tandis qu'à Ottawa, elle a été attribuable aux logements multifamiliaux et, dans une moindre mesure, aux immeubles institutionnels.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé « *La désaisonnalisation et le repérage des tendances économiques* ».

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 400 municipalités représentant 95 % de la population. Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total de l'ensemble de la population.

Les données sur les permis de bâtir servent d'indicateur avancé de l'activité dans l'industrie de la construction.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

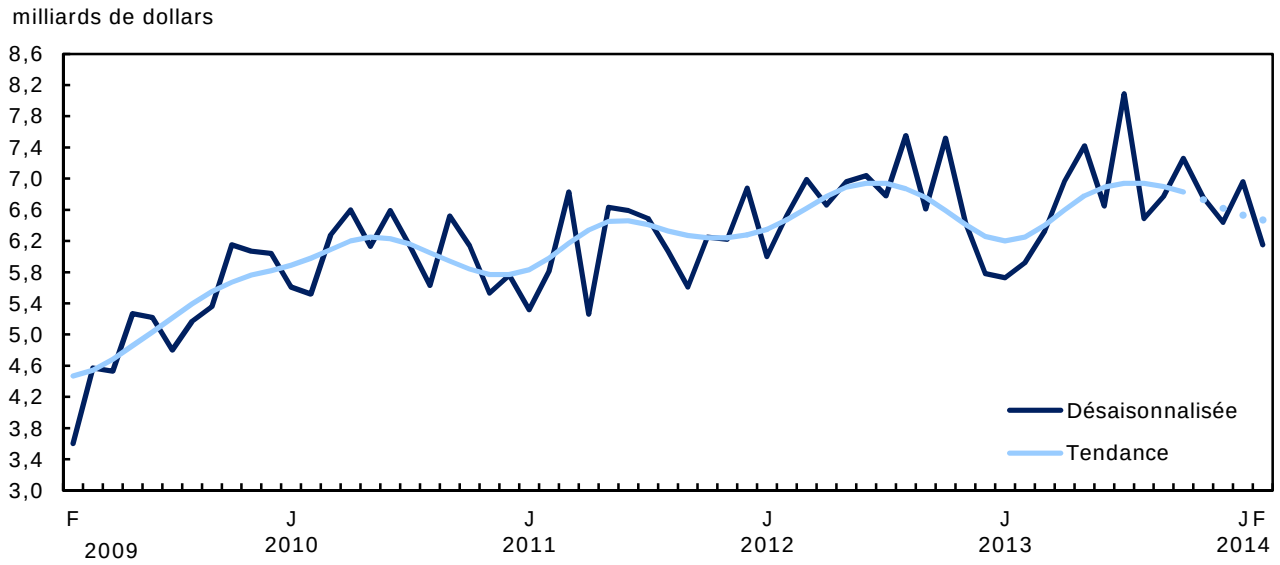
Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Gatineau et la partie Ottawa.

Révision

Les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision, fondée sur les réponses tardives. Les données du mois précédent ont été révisées.

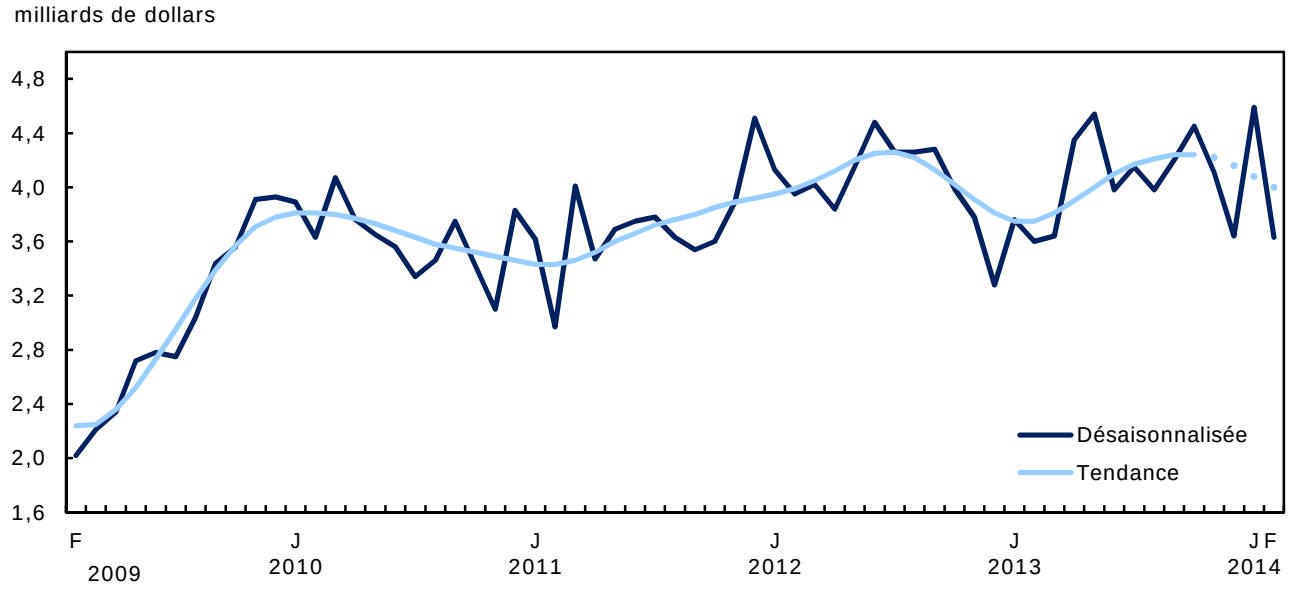
Les estimations de la tendance-cycle ont été ajoutées sur les graphiques en tant que complément des séries désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées et les estimations de la tendance-cycle peuvent faire l'objet de révisions lorsque de nouvelles observations deviennent disponibles. Ces révisions pourraient être importantes et même entraîner le renversement du mouvement, en particulier à la fin de la série. La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique.

Graphique 1
Valeur totale des permis de bâtir



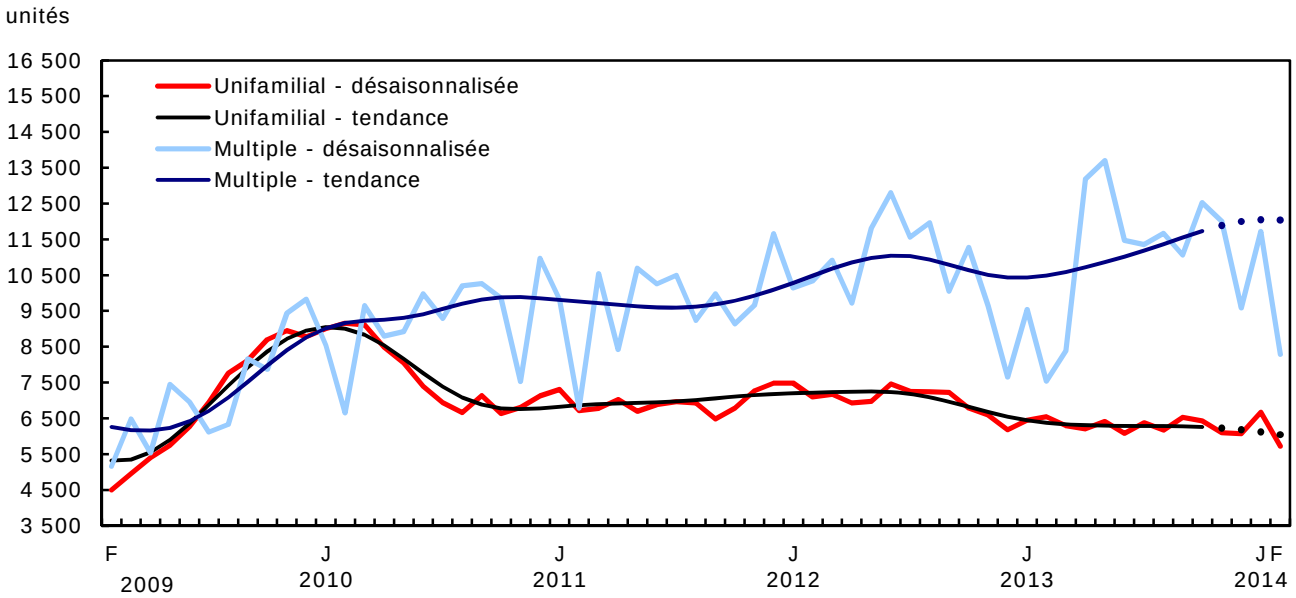
Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la Note aux lecteurs.

Graphique 2
Valeur des permis de bâtir résidentiels – Total



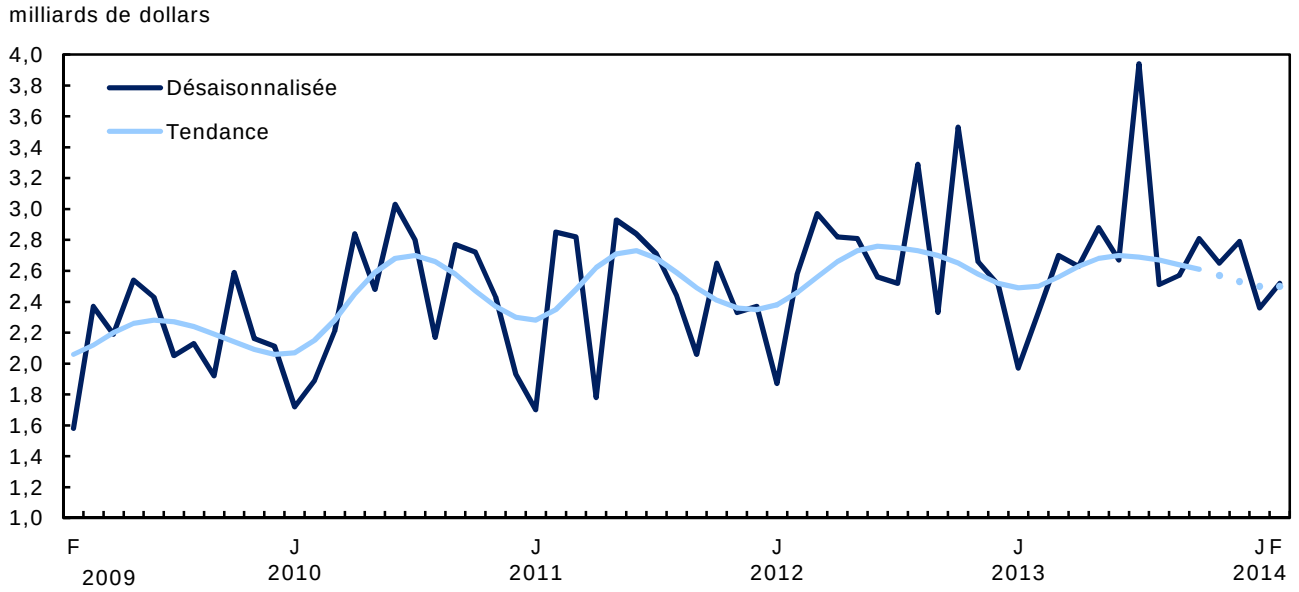
Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la Note aux lecteurs.

Graphique 3
Nombre d'unités de logement – Unifamilial et multiple



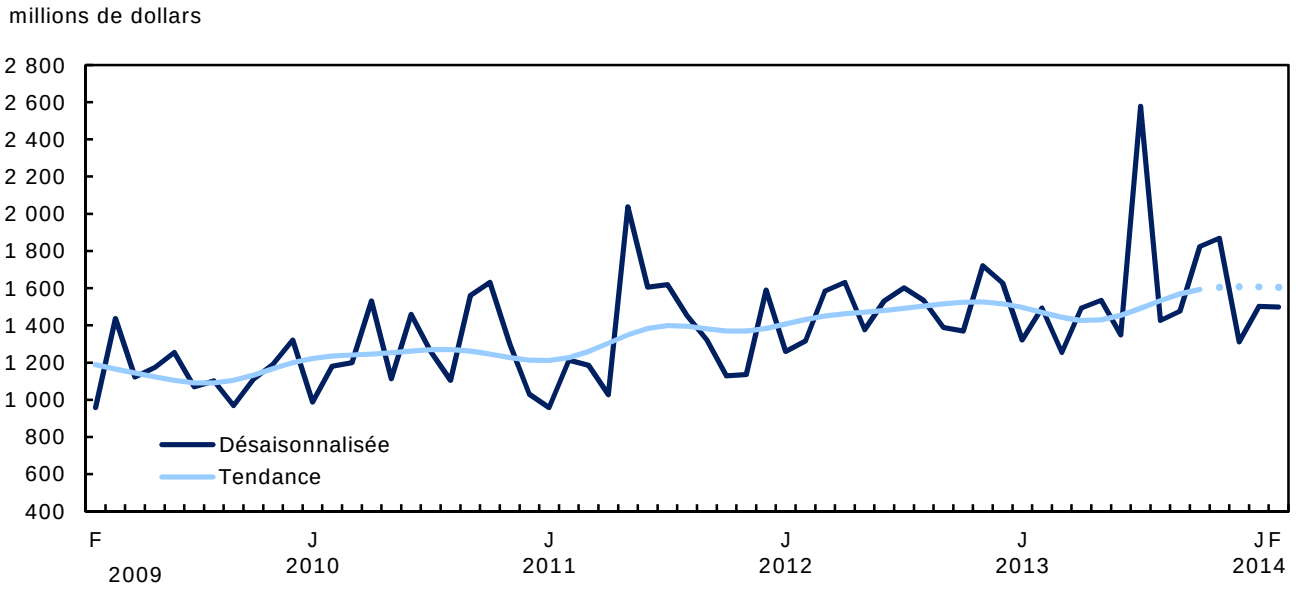
Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la Note aux lecteurs.

Graphique 4
Valeur des permis de bâtir non résidentiels – Total



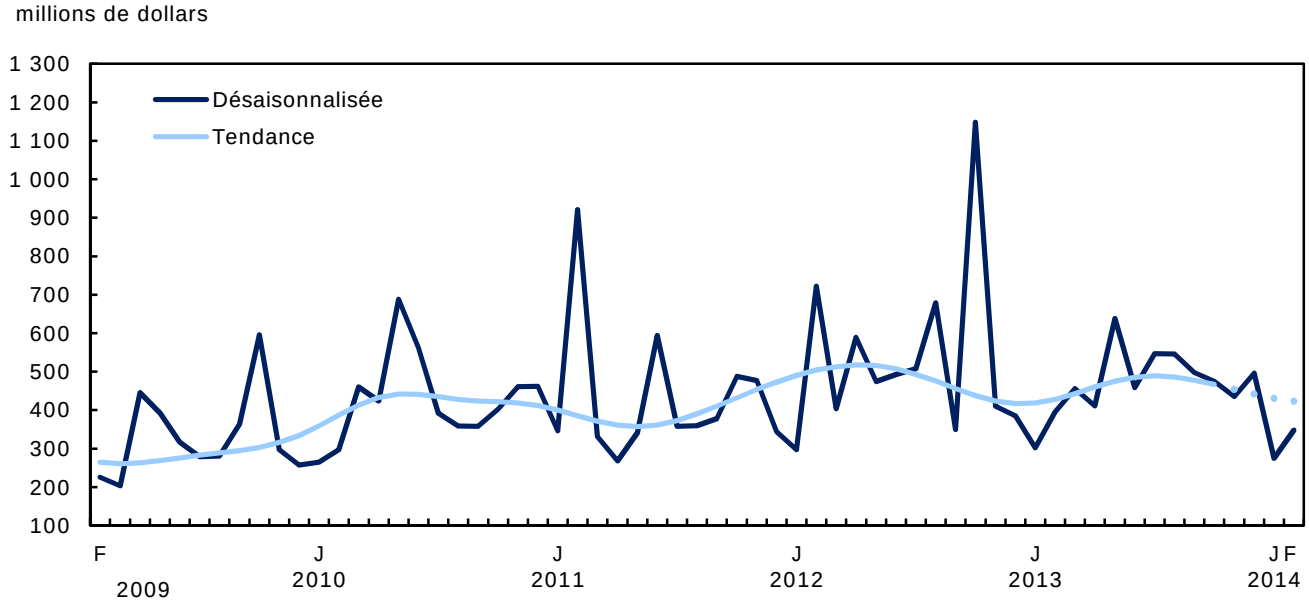
Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la Note aux lecteurs.

Graphique 5
Valeur des permis de construction commerciale



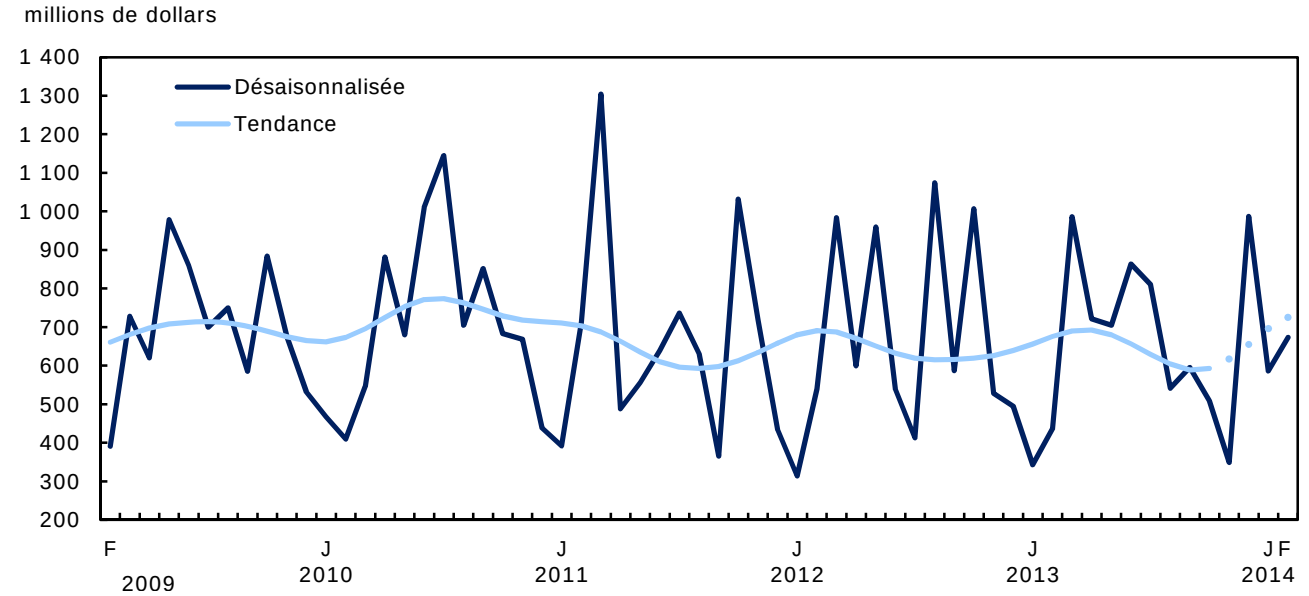
Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la Note aux lecteurs.

Graphique 6
Valeur des permis de construction industrielle



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la Note aux lecteurs.

Graphique 7
Valeur des permis de construction institutionnelle et gouvernementale



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la Note aux lecteurs.

Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

61-205-X	Investissements privés et publics au Canada : perspectives
62-202-X	Les habitudes de dépenses au Canada

Choisis parmi les produits techniques et analytiques de Statistique Canada

62F0014M1996002	Une analyse de certaines méthodologies appliquées aux indices des prix de la construction

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

026-0001	Permis de bâtir, valeurs résidentielles et nombre d'unités, selon le type de logement, mensuel
026-0002	Permis de bâtir, unités de logements selon le type de logement et la région, mensuel
026-0003	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité, mensuel
026-0004	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité et la région, mensuel
026-0005	Permis de bâtir, valeurs non résidentielles selon le type de structure, mensuel
026-0006	Permis de bâtir, selon le type de structure et la région, désaisonnalisées, mensuel
026-0007	Permis de bâtir, unités de logements selon le type de structure et la valeur et selon le secteur d'activité, mensuel
026-0008	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité, désaisonnalisées et non désaisonnalisées, mensuel
026-0010	Permis de bâtir, valeurs résidentielles et non résidentielles selon le type de structure pour Canada et les centres urbains, 10 000 et plus, mensuel

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

2802	Enquête des permis de bâtir

Choisis parmi les tableaux sommaires de Statistique Canada

- *Valeur des permis de bâtir, province et territoire (mensuel)*
- *Valeur des permis de bâtir, région métropolitaine de recensement (mensuel)*
- *Indicateurs économiques, par province et territoire (mensuel et trimestriel)*
- *Valeur des permis de construction, par province et territoire*
- *Valeur des permis de bâtir délivrés, selon le secteur de construction*

Tableaux statistiques

Tableau 1
Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2014 Février [p]	2014 Janvier [r]	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre	Septembre à août
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	**6 148 228**	**6 955 388**	**-11,6**	**8,1**	**-4,8**	**-6,8**	**7,2**	**4,3**
Terre-Neuve-et-Labrador	48 412	99 436	-51,3	36,8	1,8	-18,4	-15,3	26,4
Île-du-Prince-Édouard	22 782	15 138	50,5	27,7	-51,3	55,8	-14,6	27,9
Nouvelle-Écosse	59 208	75 470	-21,5	50,5	-29,3	-22,0	-0,5	-2,3
Nouveau-Brunswick	76 588	73 807	3,8	62,1	-34,0	-16,2	-3,2	5,3
Québec	1 191 195	1 363 873	-12,7	-22,2	56,9	-13,1	-1,2	17,7
Ontario	2 494 929	2 393 743	4,2	12,2	-19,0	-0,8	17,5	-0,8
Manitoba	128 104	193 766	-33,9	48,6	-25,0	-37,0	18,4	-23,0
Saskatchewan	186 371	211 964	-12,1	39,0	-35,8	-36,2	27,5	5,6
Alberta	1 164 505	1 610 639	-27,7	18,5	-3,1	-7,1	-1,0	13,1
Colombie-Britannique	766 268	907 274	-15,5	31,3	-28,0	12,3	0,8	-5,8
Yukon	3 852	5 657	-31,9	473,7	-64,9	-74,2	101,1	-18,0
Territoires du Nord-Ouest	1 114	1 271	-12,4	69,0	-9,5	-92,4	80,9	24,4
Nunavut	4 900	3 350	46,3	-90,5	36 462,5	-98,1	430,8	...

Tableau 2
Valeur des permis de bâtir non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2014 Février [p]	2014 Janvier [r]	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre	Septembre à août
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	**2 518 764**	**2 362 257**	**6,6**	**-15,4**	**5,4**	**-5,5**	**9,2**	**2,3**
Terre-Neuve-et-Labrador	13 022	50 892	-74,4	89,2	29,4	-17,8	-44,2	63,4
Île-du-Prince-Édouard	12 796	7 611	68,1	30,4	-63,8	166,8	-40,2	262,6
Nouvelle-Écosse	11 468	22 033	-48,0	34,7	-15,0	-44,8	4,1	11,1
Nouveau-Brunswick	32 969	12 573	162,2	8,6	-68,9	-3,7	-13,6	20,1
Québec	464 522	426 004	9,0	-60,7	157,3	5,5	-24,0	19,8
Ontario	1 167 744	901 671	29,5	7,9	-30,2	9,9	26,9	3,0
Manitoba	37 824	76 030	-50,3	96,9	-27,3	-61,3	66,9	-49,3
Saskatchewan	82 009	75 655	8,4	74,6	-62,5	-42,6	75,1	3,7
Alberta	414 403	549 373	-24,6	2,8	1,8	-4,5	4,8	-8,1
Colombie-Britannique	276 571	237 673	16,4	43,3	-32,0	-20,0	-6,8	10,9
Yukon	2 031	1 520	33,6	73,1	28,7	-92,2	221,5	3,6
Territoires du Nord-Ouest	1 005	1 222	-17,8	338,0	-43,1	-95,0	1 380,0	-44,2
Nunavut	2 400	0	...	-100,0	...	...	...	...

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2014 Février [p]	2014 Janvier [r]	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre	Septembre à août
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	**3 629 464**	**4 593 131**	**-21,0**	**26,1**	**-11,4**	**-7,6**	**6,0**	**5,5**
Terre-Neuve-et-Labrador	35 390	48 544	-27,1	6,0	-9,5	-18,6	7,3	7,4
Île-du-Prince-Édouard	9 986	7 527	32,7	25,0	-26,8	-14,1	17,1	-29,0
Nouvelle-Écosse	47 740	53 437	-10,7	58,1	-34,6	-7,9	-3,2	-8,7
Nouveau-Brunswick	43 619	61 234	-28,8	80,3	6,7	-27,3	8,3	-7,4
Québec	726 673	937 869	-22,5	39,9	-3,8	-21,4	14,3	16,3
Ontario	1 327 185	1 492 072	-11,1	15,0	-9,7	-8,2	11,7	-3,1
Manitoba	90 280	117 736	-23,3	28,2	-23,9	-12,9	-8,1	7,2
Saskatchewan	104 362	136 309	-23,4	24,9	-10,5	-28,7	-3,4	6,9
Alberta	750 102	1 061 266	-29,3	28,7	-6,0	-8,6	-4,0	28,7
Colombie-Britannique	489 697	669 601	-26,9	27,5	-26,6	30,3	5,6	-13,9
Yukon	1 821	4 137	-56,0	3 730,6	-94,9	2,1	-22,1	-32,4
Territoires du Nord-Ouest	109	49	122,4	-89,6	38,7	-69,5	-79,1	46,5
Nunavut	2 500	3 350	-25,4	-34,3	5 212,5	-98,1	430,8	...

Tableau 4
Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel

	2014 Février [p]	2014 Janvier [r]	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre	Septembre à août
	unités		variation en pourcentage					
Canada	**168 132**	**220 776**	**-23,8**	**17,6**	**-13,6**	**-4,5**	**7,7**	**-1,4**
Terre-Neuve-et-Labrador	1 320	2 988	-55,8	44,8	-21,1	-32,1	24,4	15,2
Île-du-Prince-Édouard	528	588	-10,2	63,3	-43,4	39,5	-42,4	-2,9
Nouvelle-Écosse	2 292	2 760	-17,0	53,3	-38,8	-8,6	1,1	-18,5
Nouveau-Brunswick	1 800	2 484	-27,5	27,8	17,4	-56,1	51,0	-27,5
Québec	41 760	50 424	-17,2	19,1	-4,6	-13,6	15,5	19,1
Ontario	54 852	64 056	-14,4	-1,5	-2,3	-9,3	10,9	-10,6
Manitoba	4 548	7 104	-36,0	63,1	-42,7	-24,8	25,1	-28,9
Saskatchewan	5 520	6 900	-20,0	5,7	-14,3	-17,3	-4,8	-9,8
Alberta	35 448	49 692	-28,7	27,8	-18,5	6,2	-11,0	32,1
Colombie-Britannique	19 932	33 456	-40,4	37,2	-31,2	32,5	20,7	-29,0
Yukon	12	240	-95,0	...	-100,0	-25,0	-42,9	-33,3
Territoires du Nord-Ouest	0	0	...	-100,0	...	-100,0	-83,3	300,0
Nunavut	120	84	42,9	-41,7	...	-100,0	900,0	...

Tableau 5
Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisées, 2014

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales [1]	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				Total
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	Total	
	unités			milliers de dollars					
Canada									
Janvier r	6 674	11 724	18 398	4 593 131	274 803	1 501 665	585 789	2 362 257	6 955 388
Février p	5 722	8 289	14 011	3 629 464	348 400	1 497 574	672 790	2 518 764	6 148 228
Cumulatif janv. à févr. 2014	12 396	20 013	32 409	8 222 595	623 203	2 999 239	1 258 579	4 881 021	13 103 616
Cumulatif janv. à févr. 2013	12 995	17 085	30 080	7 360 086	696 506	2 815 176	780 229	4 291 911	11 651 997
Terre-Neuve-et-Labrador									
Janvier r	108	141	249	48 544	37 512	10 365	3 015	50 892	99 436
Février p	92	18	110	35 390	559	6 893	5 570	13 022	48 412
Cumulatif janv. à févr. 2014	200	159	359	83 934	38 071	17 258	8 585	63 914	147 848
Cumulatif janv. à févr. 2013	271	120	391	94 983	21 949	22 056	7 734	51 739	146 722
Île-du-Prince-Édouard									
Janvier r	27	22	49	7 527	26	7 365	220	7 611	15 138
Février p	42	2	44	9 986	860	8 028	3 908	12 796	22 782
Cumulatif janv. à févr. 2014	69	24	93	17 513	886	15 393	4 128	20 407	37 920
Cumulatif janv. à févr. 2013	65	32	97	14 865	54	5 976	1 259	7 289	22 154
Nouvelle-Écosse									
Janvier r	132	98	230	53 437	1 775	17 736	2 522	22 033	75 470
Février p	112	79	191	47 740	381	9 343	1 744	11 468	59 208
Cumulatif janv. à févr. 2014	244	177	421	101 177	2 156	27 079	4 266	33 501	134 678
Cumulatif janv. à févr. 2013	380	470	850	156 602	8 580	26 305	807	35 692	192 294
Nouveau-Brunswick									
Janvier r	114	93	207	61 234	1 785	7 261	3 527	12 573	73 807
Février p	150	0	150	43 619	407	26 338	6 224	32 969	76 588
Cumulatif janv. à févr. 2014	264	93	357	104 853	2 192	33 599	9 751	45 542	150 395
Cumulatif janv. à févr. 2013	272	210	482	92 116	474	38 670	24 635	63 779	155 895
Québec									
Janvier r	836	3 366	4 202	937 869	40 655	234 730	150 619	426 004	1 363 873
Février p	894	2 586	3 480	726 673	113 430	234 804	116 288	464 522	1 191 195
Cumulatif janv. à févr. 2014	1 730	5 952	7 682	1 664 542	154 085	469 534	266 907	890 526	2 555 068
Cumulatif janv. à févr. 2013	2 115	5 164	7 279	1 516 410	108 690	559 355	219 986	888 031	2 404 441
Ontario									
Janvier r	2 335	3 003	5 338	1 492 072	110 866	681 506	109 299	901 671	2 393 743
Février p	1 901	2 670	4 571	1 327 185	132 215	585 119	450 410	1 167 744	2 494 929
Cumulatif janv. à févr. 2014	4 236	5 673	9 909	2 819 257	243 081	1 266 625	559 709	2 069 415	4 888 672
Cumulatif janv. à févr. 2013	4 263	5 023	9 286	2 481 243	293 673	931 340	181 676	1 406 689	3 887 932
Manitoba									
Janvier r	290	302	592	117 736	1 252	63 198	11 580	76 030	193 766
Février p	264	115	379	90 280	3 499	23 208	11 117	37 824	128 104
Cumulatif janv. à févr. 2014	554	417	971	208 016	4 751	86 406	22 697	113 854	321 870
Cumulatif janv. à févr. 2013	652	465	1 117	247 742	11 141	86 801	27 059	125 001	372 743
Saskatchewan									
Janvier r	357	218	575	136 309	1 671	57 414	16 570	75 655	211 964
Février p	316	144	460	104 362	4 611	76 358	1 040	82 009	186 371
Cumulatif janv. à févr. 2014	673	362	1 035	240 671	6 282	133 772	17 610	157 664	398 335
Cumulatif janv. à févr. 2013	745	348	1 093	267 583	24 802	103 273	39 585	167 660	435 243
Alberta									
Janvier r	1 829	2 312	4 141	1 061 266	47 731	290 812	210 830	549 373	1 610 639
Février p	1 391	1 563	2 954	750 102	78 676	303 509	32 218	414 403	1 164 505
Cumulatif janv. à févr. 2014	3 220	3 875	7 095	1 811 368	126 407	594 321	243 048	963 776	2 775 144
Cumulatif janv. à févr. 2013	3 075	2 169	5 244	1 416 857	167 655	804 902	120 741	1 093 298	2 510 155

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 5 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisées, 2014

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales [1]	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				Total
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	Total	
	unités			milliers de dollars					
Colombie-Britannique									
Janvier r	636	2 152	2 788	669 601	31 517	128 658	77 498	237 673	907 274
Février p	559	1 102	1 661	489 697	13 757	219 608	43 206	276 571	766 268
Cumulatif janv. à févr. 2014	1 195	3 254	4 449	1 159 298	45 274	348 266	120 704	514 244	1 673 542
Cumulatif janv. à févr. 2013	1 143	3 049	4 192	1 056 479	59 468	233 656	105 588	398 712	1 455 191
Yukon									
Janvier r	9	11	20	4 137	0	1 457	63	1 520	5 657
Février p	1	0	1	1 821	0	966	1 065	2 031	3 852
Cumulatif janv. à févr. 2014	10	11	21	5 958	0	2 423	1 128	3 551	9 509
Cumulatif janv. à févr. 2013	13	15	28	5 581	0	924	68	992	6 573
Territoires du Nord-Ouest									
Janvier r	0	0	0	49	13	1 163	46	1 222	1 271
Février p	0	0	0	109	5	1 000	0	1 005	1 114
Cumulatif janv. à févr. 2014	0	0	0	158	18	2 163	46	2 227	2 385
Cumulatif janv. à févr. 2013	1	4	5	2 745	20	1 918	51 091	53 029	55 774
Nunavut									
Janvier r	1	6	7	3 350	0	0	0	0	3 350
Février p	0	10	10	2 500	0	2 400	0	2 400	4 900
Cumulatif janv. à févr. 2014	1	16	17	5 850	0	2 400	0	2 400	8 250
Cumulatif janv. à févr. 2013	0	16	16	6 880	0	0	0	0	6 880

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : maison individuelle, chalet et maison mobile.

Tableau 6

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2014

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales[1]	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				Total
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	Total	
	unités			milliers de dollars					
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique									
Janvier r	16	3	19	3 377	13 513	246	4 074	17 833	21 210
Février p	9	3	12	2 794	556	3 333	3 037	6 926	9 720
Cumulatif janv. à févr. 2014	25	6	31	6 171	14 069	3 579	7 111	24 759	30 930
Cumulatif janv. à févr. 2013	32	94	126	17 998	1 423	519	2 250	4 192	22 190
Barrie, Ontario									
Janvier r	41	0	41	10 468	48	6 063	165	6 276	16 744
Février p	57	0	57	20 565	568	6 126	7 527	14 221	34 786
Cumulatif janv. à févr. 2014	98	0	98	31 033	616	12 189	7 692	20 497	51 530
Cumulatif janv. à févr. 2013	160	46	206	55 210	3 507	3 831	279	7 617	62 827
Brantford, Ontario									
Janvier r	21	0	21	4 179	80	909	1 202	2 191	6 370
Février p	24	12	36	6 530	440	559	48	1 047	7 577
Cumulatif janv. à févr. 2014	45	12	57	10 709	520	1 468	1 250	3 238	13 947
Cumulatif janv. à févr. 2013	34	30	64	9 730	1 105	2 879	2 513	6 497	16 227
Calgary, Alberta									
Janvier r	735	827	1 562	438 163	2 576	76 720	60 052	139 348	577 511
Février p	441	698	1 139	285 052	7 879	132 157	1 316	141 352	426 404
Cumulatif janv. à févr. 2014	1 176	1 525	2 701	723 215	10 455	208 877	61 368	280 700	1 003 915
Cumulatif janv. à févr. 2013	1 101	676	1 777	481 663	43 484	333 913	46 404	423 801	905 464
Edmonton, Alberta									
Janvier r	575	1 161	1 736	396 794	13 616	83 921	28 164	125 701	522 495
Février p	483	710	1 193	281 586	12 224	62 711	2 997	77 932	359 518
Cumulatif janv. à févr. 2014	1 058	1 871	2 929	678 380	25 840	146 632	31 161	203 633	882 013
Cumulatif janv. à févr. 2013	1 013	1 289	2 302	594 992	30 879	198 346	32 358	261 583	856 575
Grand Sudbury, Ontario									
Janvier r	0	0	0	693	0	8 839	2 978	11 817	12 510
Février p	6	0	6	4 922	600	1 112	700	2 412	7 334
Cumulatif janv. à févr. 2014	6	0	6	5 615	600	9 951	3 678	14 229	19 844
Cumulatif janv. à févr. 2013	3	2	5	3 829	7 692	6 538	8 809	23 039	26 868
Guelph, Ontario									
Janvier r	18	31	49	10 201	907	6 916	9 290	17 113	27 314
Février p	29	67	96	19 706	228	1 466	970	2 664	22 370
Cumulatif janv. à févr. 2014	47	98	145	29 907	1 135	8 382	10 260	19 777	49 684
Cumulatif janv. à févr. 2013	28	83	111	21 095	1 976	13 626	373	15 975	37 070
Halifax, Nouvelle-Écosse									
Janvier r	47	82	129	28 461	875	8 135	2 101	11 111	39 572
Février p	26	68	94	19 992	246	4 150	1 460	5 856	25 848
Cumulatif janv. à févr. 2014	73	150	223	48 453	1 121	12 285	3 561	16 967	65 420
Cumulatif janv. à févr. 2013	166	291	457	87 107	5 019	20 486	413	25 918	113 025
Hamilton, Ontario									
Janvier r	113	205	318	84 818	1 382	8 894	5 956	16 232	101 050
Février p	110	42	152	53 041	1 423	43 888	2 855	48 166	101 207
Cumulatif janv. à févr. 2014	223	247	470	137 859	2 805	52 782	8 811	64 398	202 257
Cumulatif janv. à févr. 2013	279	279	558	144 157	11 195	69 459	12 723	93 377	237 534
Kelowna, Colombie-Britannique									
Janvier r	49	47	96	25 966	845	2 651	817	4 313	30 279
Février p	27	31	58	24 791	223	3 980	2 473	6 676	31 467
Cumulatif janv. à févr. 2014	76	78	154	50 757	1 068	6 631	3 290	10 989	61 746
Cumulatif janv. à févr. 2013	49	43	92	28 830	1 058	12 415	1 355	14 828	43 658

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2014

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales[1]	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				Total
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	Total	
	unités			milliers de dollars					
Kingston, Ontario									
Janvier r	10	1	11	4 970	424	48 852	1 264	50 540	55 510
Février p	27	2	29	7 689	0	2 370	251 079	253 449	261 138
Cumulatif janv. à févr. 2014	37	3	40	12 659	424	51 222	252 343	303 989	316 648
Cumulatif janv. à févr. 2013	49	123	172	27 174	1 473	16 956	11 037	29 466	56 640
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario									
Janvier r	23	86	109	30 161	5 202	12 140	12 225	29 567	59 728
Février p	57	323	380	82 068	5 993	22 303	245	28 541	110 609
Cumulatif janv. à févr. 2014	80	409	489	112 229	11 195	34 443	12 470	58 108	170 337
Cumulatif janv. à févr. 2013	148	71	219	62 739	3 357	28 576	9 462	41 395	104 134
London, Ontario									
Janvier r	57	36	93	27 045	1 877	4 116	4 146	10 139	37 184
Février p	124	14	138	49 952	10 159	11 124	15 973	37 256	87 208
Cumulatif janv. à févr. 2014	181	50	231	76 997	12 036	15 240	20 119	47 395	124 392
Cumulatif janv. à févr. 2013	152	58	210	63 131	8 914	28 791	19 122	56 827	119 958
Moncton, Nouveau-Brunswick									
Janvier r	23	18	41	12 505	1 393	3 453	330	5 176	17 681
Février p	19	0	19	8 604	114	6 451	4 257	10 822	19 426
Cumulatif janv. à févr. 2014	42	18	60	21 109	1 507	9 904	4 587	15 998	37 107
Cumulatif janv. à févr. 2013	51	113	164	23 013	254	12 888	951	14 093	37 106
Montréal, Québec									
Janvier r	211	1 581	1 792	461 187	5 882	164 785	82 721	253 388	714 575
Février p	244	1 430	1 674	347 654	25 527	136 423	51 355	213 305	560 959
Cumulatif janv. à févr. 2014	455	3 011	3 466	808 841	31 409	301 208	134 076	466 693	1 275 534
Cumulatif janv. à févr. 2013	593	3 032	3 625	763 987	47 706	288 415	91 902	428 023	1 192 010
Oshawa, Ontario									
Janvier r	91	80	171	46 630	140	30 021	367	30 528	77 158
Février p	116	38	154	58 881	4 161	1 803	870	6 834	65 715
Cumulatif janv. à févr. 2014	207	118	325	105 511	4 301	31 824	1 237	37 362	142 873
Cumulatif janv. à févr. 2013	197	59	256	93 806	5 317	20 165	3 205	28 687	122 493
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec									
Janvier r	65	218	283	64 418	5 757	72 646	912	79 315	143 733
Février p	120	660	780	161 953	1 785	52 710	25 255	79 750	241 703
Cumulatif janv. à févr. 2014	185	878	1 063	226 371	7 542	125 356	26 167	159 065	385 436
Cumulatif janv. à févr. 2013	309	512	821	157 622	1 257	96 307	12 515	110 079	267 701
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec									
Janvier r	54	549	603	92 296	1 970	4 517	19 737	26 224	118 520
Février p	17	201	218	36 049	0	6 522	12 912	19 434	55 483
Cumulatif janv. à févr. 2014	71	750	821	128 345	1 970	11 039	32 649	45 658	174 003
Cumulatif janv. à févr. 2013	54	178	232	41 095	270	29 681	3 242	33 193	74 288
Peterborough, Ontario									
Janvier r	4	11	15	3 764	888	201	150	1 239	5 003
Février p	10	0	10	4 048	75	1 061	0	1 136	5 184
Cumulatif janv. à févr. 2014	14	11	25	7 812	963	1 262	150	2 375	10 187
Cumulatif janv. à févr. 2013	20	37	57	12 338	272	1 990	2 103	4 365	16 703
Québec, Québec									
Janvier r	99	551	650	124 860	739	9 774	11 530	22 043	146 903
Février p	96	246	342	69 529	473	30 106	2 207	32 786	102 315
Cumulatif janv. à févr. 2014	195	797	992	194 389	1 212	39 880	13 737	54 829	249 218
Cumulatif janv. à févr. 2013	137	727	864	151 277	9 263	54 673	9 191	73 127	224 404

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2014

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales[1]	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				Total
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	Total	
	unités			milliers de dollars					
Regina, Saskatchewan									
Janvier r	115	84	199	35 383	340	8 387	1 090	9 817	45 200
Février p	82	33	115	24 249	198	50 969	302	51 469	75 718
Cumulatif janv. à févr. 2014	197	117	314	59 632	538	59 356	1 392	61 286	120 918
Cumulatif janv. à févr. 2013	234	121	355	70 612	10 293	14 321	19 062	43 676	114 288
Saguenay, Québec									
Janvier r	27	13	40	10 550	2 020	2 621	175	4 816	15 366
Février p	27	50	77	15 493	0	1 728	10 308	12 036	27 529
Cumulatif janv. à févr. 2014	54	63	117	26 043	2 020	4 349	10 483	16 852	42 895
Cumulatif janv. à févr. 2013	57	33	90	17 343	785	4 292	1 337	6 414	23 757
Saint John, Nouveau-Brunswick									
Janvier r	14	8	22	14 320	98	1 063	125	1 286	15 606
Février p	33	0	33	8 748	160	16 448	1 021	17 629	26 377
Cumulatif janv. à févr. 2014	47	8	55	23 068	258	17 511	1 146	18 915	41 983
Cumulatif janv. à févr. 2013	54	15	69	19 003	50	989	96	1 135	20 138
Saskatoon, Saskatchewan									
Janvier r	139	106	245	57 617	956	22 981	15 465	39 402	97 019
Février p	132	103	235	50 306	2 634	12 773	738	16 145	66 451
Cumulatif janv. à févr. 2014	271	209	480	107 923	3 590	35 754	16 203	55 547	163 470
Cumulatif janv. à févr. 2013	242	104	346	99 926	8 797	54 169	14 719	77 685	177 611
Sherbrooke, Québec									
Janvier r	48	87	135	24 933	531	1 080	8 737	10 348	35 281
Février p	40	78	118	20 382	547	5 422	5 258	11 227	31 609
Cumulatif janv. à févr. 2014	88	165	253	45 315	1 078	6 502	13 995	21 575	66 890
Cumulatif janv. à févr. 2013	157	111	268	51 171	1 301	18 070	49 793	69 164	120 335
St. Catharines-Niagara, Ontario									
Janvier r	48	31	79	22 229	165	24 179	3 160	27 504	49 733
Février p	55	37	92	26 012	8 580	10 810	1 911	21 301	47 313
Cumulatif janv. à févr. 2014	103	68	171	48 241	8 745	34 989	5 071	48 805	97 046
Cumulatif janv. à févr. 2013	92	112	204	47 840	9 399	34 976	6 046	50 421	98 261
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador									
Janvier r	64	121	185	35 206	36 869	9 125	2 956	48 950	84 156
Février p	41	13	54	15 410	85	6 203	5 570	11 858	27 268
Cumulatif janv. à févr. 2014	105	134	239	50 616	36 954	15 328	8 526	60 808	111 424
Cumulatif janv. à févr. 2013	159	75	234	62 052	1 715	18 517	5 341	25 573	87 625
Thunder Bay, Ontario									
Janvier r	3	56	59	11 689	467	1 762	1 151	3 380	15 069
Février p	0	0	0	940	458	2 704	215	3 377	4 317
Cumulatif janv. à févr. 2014	3	56	59	12 629	925	4 466	1 366	6 757	19 386
Cumulatif janv. à févr. 2013	15	12	27	8 921	714	9 877	1 667	12 258	21 179
Toronto, Ontario									
Janvier r	1 229	2 021	3 250	906 559	32 238	386 120	33 311	451 669	1 358 228
Février p	606	1 310	1 916	623 623	39 261	364 182	39 834	443 277	1 066 900
Cumulatif janv. à févr. 2014	1 835	3 331	5 166	1 530 182	71 499	750 302	73 145	894 946	2 425 128
Cumulatif janv. à févr. 2013	1 700	3 217	4 917	1 323 488	113 742	445 987	75 080	634 809	1 958 297
Trois-Rivières, Québec									
Janvier r	8	28	36	9 851	60	6 500	1 573	8 133	17 984
Février p	7	85	92	18 481	1 137	7 529	106	8 772	27 253
Cumulatif janv. à févr. 2014	15	113	128	28 332	1 197	14 029	1 679	16 905	45 237
Cumulatif janv. à févr. 2013	33	41	74	20 878	635	25 231	2 702	28 568	49 446

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2014

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales[1]	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				Total
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	Total	
	unités			milliers de dollars					
Vancouver, Colombie-Britannique									
Janvier r	252	1 965	2 217	493 379	4 347	99 843	24 641	128 831	622 210
Février p	237	873	1 110	306 509	4 225	172 980	28 550	205 755	512 264
Cumulatif janv. à févr. 2014	489	2 838	3 327	799 888	8 572	272 823	53 191	334 586	1 134 474
Cumulatif janv. à févr. 2013	508	2 568	3 076	745 188	34 899	156 586	80 021	271 506	1 016 694
Victoria, Colombie-Britannique									
Janvier r	44	33	77	24 285	884	2 745	38 898	42 527	66 812
Février p	42	22	64	20 027	513	10 335	1 036	11 884	31 911
Cumulatif janv. à févr. 2014	86	55	141	44 312	1 397	13 080	39 934	54 411	98 723
Cumulatif janv. à févr. 2013	97	159	256	62 492	3 121	11 418	4 761	19 300	81 792
Windsor, Ontario									
Janvier r	37	0	37	10 621	355	19 186	3 342	22 883	33 504
Février p	29	4	33	10 573	41	4 050	1 816	5 907	16 480
Cumulatif janv. à févr. 2014	66	4	70	21 194	396	23 236	5 158	28 790	49 984
Cumulatif janv. à févr. 2013	85	9	94	27 976	1 792	13 184	1 309	16 285	44 261
Winnipeg, Manitoba									
Janvier r	186	271	457	81 962	422	56 214	6 820	63 456	145 418
Février p	161	113	274	62 564	2 206	12 384	9 368	23 958	86 522
Cumulatif janv. à févr. 2014	347	384	731	144 526	2 628	68 598	16 188	87 414	231 940
Cumulatif janv. à févr. 2013	358	366	724	154 167	9 670	77 386	21 316	108 372	262 539

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : maison individuelle, chalet et maison mobile.

Tableau 7
Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2014

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
	nombre d'unités de logement						
Canada							
Janvier r	4 575	8	838	1 879	7 411	519	15 230
Février p	3 420	11	680	1 002	5 319	689	11 121
Cumulatif janv. à févr. 2014	7 995	19	1 518	2 881	12 730	1 208	26 351
Cumulatif janv. à févr. 2013	8 090	20	1 274	2 875	10 071	1 117	23 447
Terre-Neuve-et-Labrador							
Janvier r	38	0	0	6	132	3	179
Février p	24	0	0	3	9	6	42
Cumulatif janv. à févr. 2014	62	0	0	9	141	9	221
Cumulatif janv. à févr. 2013	94	0	4	26	72	18	214
Île-du-Prince-Édouard							
Janvier r	6	0	0	0	21	1	28
Février p	11	0	2	0	0	0	13
Cumulatif janv. à févr. 2014	17	0	2	0	21	1	41
Cumulatif janv. à févr. 2013	13	2	0	0	30	2	47
Nouvelle-Écosse							
Janvier r	64	4	4	5	82	9	168
Février p	45	3	4	6	55	11	124
Cumulatif janv. à févr. 2014	109	7	8	11	137	20	292
Cumulatif janv. à févr. 2013	191	6	8	18	291	25	539
Nouveau-Brunswick							
Janvier r	19	0	0	34	54	5	112
Février p	34	1	0	0	0	0	35
Cumulatif janv. à févr. 2014	53	1	0	34	54	5	147
Cumulatif janv. à févr. 2013	46	4	2	19	169	21	261
Québec							
Janvier r	329	3	239	230	1 731	136	2 668
Février p	623	4	232	71	1 496	294	2 720
Cumulatif janv. à févr. 2014	952	7	471	301	3 227	430	5 388
Cumulatif janv. à févr. 2013	1 177	4	313	291	2 647	433	4 865
Ontario							
Janvier r	1 794	1	198	825	1 767	163	4 748
Février p	884	2	93	528	1 846	97	3 450
Cumulatif janv. à févr. 2014	2 678	3	291	1 353	3 613	260	8 198
Cumulatif janv. à févr. 2013	2 607	3	361	1 433	2 843	241	7 488
Manitoba							
Janvier r	216	0	4	53	245	0	518
Février p	162	1	24	6	67	18	278
Cumulatif janv. à févr. 2014	378	1	28	59	312	18	796
Cumulatif janv. à févr. 2013	402	0	24	25	354	62	867
Saskatchewan							
Janvier r	186	0	28	0	158	32	404
Février p	195	0	30	0	75	39	339
Cumulatif janv. à févr. 2014	381	0	58	0	233	71	743
Cumulatif janv. à févr. 2013	382	0	38	42	236	32	730
Alberta							
Janvier r	1 456	0	340	532	1 371	69	3 768
Février p	1 031	0	275	240	1 003	45	2 594
Cumulatif janv. à févr. 2014	2 487	0	615	772	2 374	114	6 362
Cumulatif janv. à févr. 2013	2 347	1	460	446	1 123	141	4 518
Colombie-Britannique							
Janvier r	460	0	25	188	1 840	100	2 613
Février p	410	0	20	148	758	179	1 515
Cumulatif janv. à févr. 2014	870	0	45	336	2 598	279	4 128
Cumulatif janv. à févr. 2013	827	0	64	563	2 284	141	3 879

Tableau 7 – suite

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2014

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
	nombre d'unités de logement						
Yukon							
Janvier r	6	0	0	0	10	1	17
Février p	1	0	0	0	0	0	1
Cumulatif janv. à févr. 2014	7	0	0	0	10	1	18
Cumulatif janv. à févr. 2013	3	0	0	0	14	1	18
Territoires du Nord-Ouest							
Janvier r	0	0	0	0	0	0	0
Février p	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. à févr. 2014	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. à févr. 2013	1	0	0	0	4	0	5
Nunavut							
Janvier r	1	0	0	6	0	0	7
Février p	0	0	0	0	10	0	10
Cumulatif janv. à févr. 2014	1	0	0	6	10	0	17
Cumulatif janv. à févr. 2013	0	0	0	12	4	0	16

Tableau 8
Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, février 2014

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
	nombre d'unités de logement						
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	7	0	0	0	3	0	10
Barrie, Ontario	29	0	0	0	0	0	29
Brantford, Ontario	11	0	0	8	0	5	24
Calgary, Alberta	369	0	58	21	618	1	1 067
Edmonton, Alberta	405	0	193	157	337	23	1 115
Grand Sudbury, Ontario	3	0	0	0	0	0	3
Guelph, Ontario	15	0	2	32	17	16	82
Halifax, Nouvelle-Écosse	16	0	2	6	52	8	84
Hamilton, Ontario	56	0	0	29	10	3	98
Kelowna, Colombie-Britannique	22	0	0	12	14	5	53
Kingston, Ontario	14	0	2	0	0	0	16
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	29	0	0	13	307	3	352
London, Ontario	63	0	5	7	0	2	77
Moncton, Nouveau- Brunswick	5	0	0	0	0	0	5
Montréal, Québec	196	0	80	36	958	73	1 343
Oshawa, Ontario	59	0	12	22	0	4	97
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	75	0	28	51	732	10	896
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	61	0	12	46	595	7	721
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	14	0	16	5	137	3	175
Peterborough, Ontario	5	0	0	0	0	0	5
Québec, Québec	79	0	61	0	107	29	276
Regina, Saskatchewan	59	0	20	0	8	5	92
Saguenay, Québec	22	0	2	0	34	4	62
Saint John, Nouveau-Brunswick	8	1	0	0	0	0	9
Saskatoon, Saskatchewan	95	0	8	0	61	34	198
Sherbrooke, Québec	32	0	17	8	32	6	95
St. Catharines-Niagara, Ontario	28	0	8	26	0	3	65
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	12	0	0	3	6	4	25
Thunder Bay, Ontario	0	0	0	0	0	0	0
Toronto, Ontario	309	0	40	324	910	36	1 619
Trois-Rivières, Québec	6	0	4	0	63	1	74
Vancouver, Colombie-Britannique	192	0	10	86	629	150	1 067
Victoria, Colombie-Britannique	34	0	0	7	8	7	56
Windsor, Ontario	15	0	2	0	0	2	19
Winnipeg, Manitoba	127	0	24	6	65	18	240

Tableau 9

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à février 2014

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
	nombre d'unités de logement						
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	20	0	0	0	6	0	26
Barrie, Ontario	66	0	0	0	0	0	66
Brantford, Ontario	30	0	0	8	0	5	43
Calgary, Alberta	1 018	0	182	391	950	2	2 543
Edmonton, Alberta	913	0	401	312	1 107	51	2 784
Grand Sudbury, Ontario	3	0	0	0	0	0	3
Guelph, Ontario	31	0	4	48	17	29	129
Halifax, Nouvelle-Écosse	47	0	4	11	122	13	197
Hamilton, Ontario	157	0	4	230	10	3	404
Kelowna, Colombie-Britannique	62	0	0	23	46	9	140
Kingston, Ontario	23	0	2	1	0	0	26
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	50	0	0	76	307	26	459
London, Ontario	114	0	5	27	12	6	164
Moncton, Nouveau- Brunswick	10	0	0	16	0	2	28
Montréal, Québec	304	0	117	65	2 000	146	2 632
Oshawa, Ontario	140	0	44	68	0	6	258
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	161	0	149	278	999	23	1 610
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	119	0	20	87	754	17	997
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	42	0	129	191	245	6	613
Peterborough, Ontario	9	0	0	11	0	0	20
Québec, Québec	130	0	77	0	479	52	738
Regina, Saskatchewan	132	0	38	0	68	11	249
Saguenay, Québec	36	0	2	0	41	7	86
Saint John, Nouveau-Brunswick	11	1	0	8	0	0	20
Saskatoon, Saskatchewan	183	0	18	0	131	60	392
Sherbrooke, Québec	57	0	41	23	56	8	185
St. Catharines-Niagara, Ontario	71	0	14	50	0	4	139
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	43	0	0	9	118	7	177
Thunder Bay, Ontario	3	0	0	0	56	0	59
Toronto, Ontario	1 408	0	165	714	2 315	137	4 739
Trois-Rivières, Québec	10	0	6	0	77	6	99
Vancouver, Colombie-Britannique	398	0	19	235	2 392	195	3 239
Victoria, Colombie-Britannique	70	0	2	19	12	22	125
Windsor, Ontario	48	0	2	0	0	2	52
Winnipeg, Manitoba	312	0	28	59	279	18	696

Tableau 10
Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2014

	Valeur de la construction				
	Résidentiel	Non résidentiel			Total
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
	milliers de dollars				
Canada					
Janvier r	3 435 984	220 529	1 279 409	500 700	5 436 622
Février p	2 612 734	256 380	1 223 484	637 094	4 729 692
Cumulatif janv. à févr. 2014	6 048 718	476 909	2 502 893	1 137 794	10 166 314
Cumulatif janv. à févr. 2013	5 242 848	590 930	2 383 123	686 954	8 903 855
Terre-Neuve-et-Labrador					
Janvier r	28 370	37 512	10 365	3 015	79 262
Février p	9 145	559	6 893	5 570	22 167
Cumulatif janv. à févr. 2014	37 515	38 071	17 258	8 585	101 429
Cumulatif janv. à févr. 2013	42 226	21 949	22 056	7 734	93 965
Île-du-Prince-Édouard					
Janvier r	2 715	26	7 365	220	10 326
Février p	2 927	860	8 028	3 908	15 723
Cumulatif janv. à févr. 2014	5 642	886	15 393	4 128	26 049
Cumulatif janv. à févr. 2013	4 836	54	5 976	1 259	12 125
Nouvelle-Écosse					
Janvier r	31 711	1 775	17 736	2 522	53 744
Février p	24 662	381	9 343	1 744	36 130
Cumulatif janv. à févr. 2014	56 373	2 156	27 079	4 266	89 874
Cumulatif janv. à févr. 2013	94 797	8 580	26 305	807	130 489
Nouveau-Brunswick					
Janvier r	11 645	1 785	7 261	3 527	24 218
Février p	9 008	407	26 338	6 224	41 977
Cumulatif janv. à févr. 2014	20 653	2 192	33 599	9 751	66 195
Cumulatif janv. à févr. 2013	24 879	474	38 670	24 635	88 658
Québec					
Janvier r	487 780	21 723	143 128	65 530	718 161
Février p	517 782	56 789	161 829	80 592	816 992
Cumulatif janv. à févr. 2014	1 005 562	78 512	304 957	146 122	1 535 153
Cumulatif janv. à févr. 2013	895 879	74 907	406 711	126 711	1 504 208
Ontario					
Janvier r	1 265 153	75 524	570 828	109 299	2 020 804
Février p	896 252	96 836	404 621	450 410	1 848 119
Cumulatif janv. à févr. 2014	2 161 405	172 360	975 449	559 709	3 868 923
Cumulatif janv. à févr. 2013	1 811 009	221 880	709 158	181 676	2 923 723
Manitoba					
Janvier r	92 955	1 252	63 198	11 580	168 985
Février p	60 364	3 499	23 208	11 117	98 188
Cumulatif janv. à févr. 2014	153 319	4 751	86 406	22 697	267 173
Cumulatif janv. à févr. 2013	180 843	11 141	86 801	27 059	305 844
Saskatchewan					
Janvier r	78 205	1 671	57 414	16 570	153 860
Février p	67 883	4 611	76 358	1 040	149 892
Cumulatif janv. à févr. 2014	146 088	6 282	133 772	17 610	303 752
Cumulatif janv. à févr. 2013	156 882	24 802	103 273	39 585	324 542
Alberta					
Janvier r	854 866	47 731	270 836	210 830	1 384 263
Février p	605 908	78 676	282 892	32 218	999 694
Cumulatif janv. à févr. 2014	1 460 774	126 407	553 728	243 048	2 383 957
Cumulatif janv. à févr. 2013	1 106 726	167 655	747 675	120 741	2 142 797
Colombie-Britannique					
Janvier r	577 213	31 517	128 658	77 498	814 886
Février p	415 789	13 757	219 608	43 206	692 360
Cumulatif janv. à févr. 2014	993 002	45 274	348 266	120 704	1 507 246
Cumulatif janv. à févr. 2013	913 762	59 468	233 656	105 588	1 312 474

Tableau 10 – suite

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2014

	Valeur de la construction				
	Résidentiel	Non résidentiel			Total
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
	milliers de dollars				
Yukon					
Janvier r	1 973	0	1 457	63	3 493
Février p	401	0	966	1 065	2 432
Cumulatif janv. à févr. 2014	2 374	0	2 423	1 128	5 925
Cumulatif janv. à févr. 2013	3 166	0	924	68	4 158
Territoires du Nord-Ouest					
Janvier r	48	13	1 163	46	1 270
Février p	113	5	1 000	0	1 118
Cumulatif janv. à févr. 2014	161	18	2 163	46	2 388
Cumulatif janv. à févr. 2013	963	20	1 918	51 091	53 992
Nunavut					
Janvier r	3 350	0	0	0	3 350
Février p	2 500	0	2 400	0	4 900
Cumulatif janv. à févr. 2014	5 850	0	2 400	0	8 250
Cumulatif janv. à févr. 2013	6 880	0	0	0	6 880

Tableau 11

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, février 2014

	Valeur de la construction				
	Résidentiel	Non résidentiel			Total
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
	milliers de dollars				
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	2 471	556	3 333	3 037	9 397
Barrie, Ontario	10 560	568	4 220	7 527	22 875
Brantford, Ontario	3 731	440	385	48	4 604
Calgary, Alberta	256 490	7 879	132 157	1 316	397 842
Edmonton, Alberta	248 329	12 224	62 711	2 997	326 261
Grand Sudbury, Ontario	3 093	600	766	700	5 159
Guelph, Ontario	14 308	228	1 010	970	16 516
Halifax, Nouvelle-Écosse	14 525	246	4 150	1 460	20 381
Hamilton, Ontario	31 136	1 423	30 234	2 855	65 648
Kelowna, Colombie-Britannique	22 750	223	3 980	2 473	29 426
Kingston, Ontario	4 106	0	1 633	251 079	256 818
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	71 770	5 993	15 364	245	93 372
London, Ontario	27 492	10 159	7 663	15 973	61 287
Moncton, Nouveau-Brunswick	2 096	114	6 451	4 257	12 918
Montréal, Québec	268 256	25 527	103 077	34 440	431 300
Oshawa, Ontario	34 336	4 161	1 242	870	40 609
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	167 748	1 785	41 239	33 914	244 686
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	139 570	1 785	36 311	25 255	202 921
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	28 178	0	4 928	8 659	41 765
Peterborough, Ontario	2 075	75	731	0	2 881
Québec, Québec	52 234	473	22 747	1 480	76 934
Regina, Saskatchewan	17 642	198	50 969	302	69 111
Saguenay, Québec	11 682	0	1 306	6 913	19 901
Saint John, Nouveau-Brunswick	2 110	160	16 448	1 021	19 739
Saskatoon, Saskatchewan	37 470	2 634	12 773	738	53 615
Sherbrooke, Québec	15 162	547	4 097	3 526	23 332
St. Catharines-Niagara, Ontario	16 706	8 580	7 447	1 911	34 644
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	5 928	85	6 203	5 570	17 786
Thunder Bay, Ontario	482	458	1 863	215	3 018
Toronto, Ontario	457 392	39 261	250 880	39 834	787 367
Trois-Rivières, Québec	14 368	1 137	5 689	71	21 265
Vancouver, Colombie-Britannique	287 638	4 225	172 980	28 550	493 393
Victoria, Colombie-Britannique	17 541	513	10 335	1 036	29 425
Windsor, Ontario	6 053	41	2 790	1 816	10 700
Winnipeg, Manitoba	50 715	2 206	12 384	9 368	74 673

Tableau 12

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à février 2014

	Valeur de la construction				
	Résidentiel	Non résidentiel			Total
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
	milliers de dollars				
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	5 305	14 069	3 579	7 111	30 064
Barrie, Ontario	19 913	616	9 405	7 692	37 626
Brantford, Ontario	7 535	520	1 162	1 250	10 467
Calgary, Alberta	644 975	10 455	208 877	61 368	925 675
Edmonton, Alberta	600 559	25 840	146 632	31 161	804 192
Grand Sudbury, Ontario	3 736	600	8 325	3 678	16 339
Guelph, Ontario	23 674	1 135	6 925	10 260	41 994
Halifax, Nouvelle-Écosse	35 938	1 121	12 285	3 561	52 905
Hamilton, Ontario	111 448	2 805	37 840	8 811	160 904
Kelowna, Colombie-Britannique	44 735	1 068	6 631	3 290	55 724
Kingston, Ontario	8 786	424	43 412	252 343	304 965
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	100 745	11 195	25 746	12 470	150 156
London, Ontario	52 483	12 036	11 183	20 119	95 821
Moncton, Nouveau-Brunswick	4 070	1 507	9 904	4 587	20 068
Montréal, Québec	537 899	31 409	204 349	68 410	842 067
Oshawa, Ontario	77 646	4 301	26 917	1 237	110 101
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	282 531	9 512	106 143	42 931	441 117
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	200 790	7 542	98 439	26 167	332 938
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	81 741	1 970	7 704	16 764	108 179
Peterborough, Ontario	5 698	963	903	150	7 714
Québec, Québec	124 920	1 212	28 754	6 215	161 101
Regina, Saskatchewan	42 883	538	59 356	1 392	104 169
Saguenay, Québec	17 016	2 020	2 917	6 985	28 938
Saint John, Nouveau-Brunswick	4 318	258	17 511	1 146	23 233
Saskatoon, Saskatchewan	77 110	3 590	35 754	16 203	132 657
Sherbrooke, Québec	28 896	1 078	4 761	7 114	41 849
St. Catharines-Niagara, Ontario	37 229	8 745	28 125	5 071	79 170
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	30 943	36 954	15 328	8 526	91 751
Thunder Bay, Ontario	12 060	925	3 370	1 366	17 721
Toronto, Ontario	1 312 439	71 499	581 098	73 145	2 038 181
Trois-Rivières, Québec	19 743	1 197	9 684	717	31 341
Vancouver, Colombie-Britannique	751 019	8 572	272 823	53 191	1 085 605
Victoria, Colombie-Britannique	37 698	1 397	13 080	39 934	92 109
Windsor, Ontario	15 548	396	19 198	5 158	40 300
Winnipeg, Manitoba	129 569	2 628	68 598	16 188	216 983

Tableau 13

Valeur des permis de bâtir non résidentiels, selon le type de bâtiment, provinces et territoires, non désaisonnalisées, février 2014

	Canada	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
	milliers de dollars						
Non résidentiel, total	**2 116 958**	**13 022**	**12 796**	**11 468**	**32 969**	**299 210**	**951 867**
Industriel	**256 380**	**559**	**860**	**381**	**407**	**56 789**	**96 836**
Usines, fabriques	106 111	350	770	0	0	17 295	49 385
Transports, services	59 463	0	0	0	0	1 856	17 462
Mines et agriculture	55 358	0	0	0	0	32 183	15 875
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations [1]	35 448	209	90	381	407	5 455	14 114
Commercial	**1 223 484**	**6 893**	**8 028**	**9 343**	**26 338**	**161 829**	**404 621**
Commerces et services	230 304	812	7 390	2 945	1 333	61 724	77 194
Entrepôts	135 130	0	0	0	5 000	10 787	57 253
Postes d'essence	7 310	0	0	0	0	680	0
Edifices à bureaux	502 076	1 950	450	2 280	251	39 528	201 151
Loisirs	150 380	0	0	0	15 782	11 380	11 697
Hôtels, restaurants	65 005	3 300	0	379	970	16 420	6 534
Laboratoires	2 819	0	0	0	0	750	0
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations [1]	130 460	831	188	3 739	3 002	20 560	50 792
Institutionnel et gouvernemental	**637 094**	**5 570**	**3 908**	**1 744**	**6 224**	**80 592**	**450 410**
Écoles, éducation	136 802	0	0	500	0	46 236	65 266
Hôpitaux, médical	353 431	0	0	0	479	7 346	336 299
Bien-être, foyers	60 074	0	3 800	912	0	4 875	27 795
Églises, religion	13 233	0	0	0	0	0	0
Bureaux gouvernementaux	51 166	5 500	0	0	5 247	15 719	10 936
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations [1]	22 388	70	108	332	498	6 416	10 114

	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut
	milliers de dollars						
Non résidentiel, total	**37 824**	**82 009**	**393 786**	**276 571**	**2 031**	**1 005**	**2 400**
Industriel	**3 499**	**4 611**	**78 676**	**13 757**	**0**	**5**	**0**
Usines, fabriques	1 600	0	33 881	2 830	0	0	0
Transports, services	460	1 900	36 635	1 150	0	0	0
Mines et agriculture	0	1 460	2 000	3 840	0	0	0
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations [1]	1 439	1 251	6 160	5 937	0	5	0
Commercial	**23 208**	**76 358**	**282 892**	**219 608**	**966**	**1 000**	**2 400**
Commerces et services	2 775	10 635	24 643	40 203	650	0	0
Entrepôts	3 492	11 024	29 717	15 457	0	0	2 400
Postes d'essence	0	0	6 355	275	0	0	0
Edifices à bureaux	2 730	49 783	74 138	128 815	0	1 000	0
Loisirs	8 300	0	97 337	5 884	0	0	0
Hôtels, restaurants	1 335	1 350	23 057	11 660	0	0	0
Laboratoires	0	0	2 069	0	0	0	0
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations [1]	4 576	3 566	25 576	17 314	316	0	0
Institutionnel et gouvernemental	**11 117**	**1 040**	**32 218**	**43 206**	**1 065**	**0**	**0**
Écoles, éducation	4 765	0	0	19 635	400	0	0
Hôpitaux, médical	1 423	0	1 381	6 503	0	0	0
Bien-être, foyers	0	0	19 692	3 000	0	0	0
Églises, religion	500	722	800	11 211	0	0	0
Bureaux gouvernementaux	4 160	0	8 450	600	554	0	0
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations [1]	269	318	1 895	2 257	111	0	0

1. Réfère aux projets dont la valeur est inférieure à 250,000 $ pour lesquels la ventilation par type de bâtiment n'est pas disponible.

Description – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir

Les renseignements qui suivent devraient être utilisés pour s'assurer de bien comprendre les concepts fondamentaux sur lesquels s'appuie la définition des données présentées ici, les méthodes qui sous-tendent l'enquête et les principaux aspects de la qualité des données. Ces renseignements vous aideront à mieux comprendre les points forts et les limites des données et la façon de bien les utiliser et les analyser. Ils pourraient être particulièrement importants lors de la comparaison des données à celles provenant d'autres enquêtes ou d'autres sources, ainsi que lors de leur analyse afin de tirer des conclusions quant à leur évolution au fil du temps.

Sources de données et méthodologie

L'enquête mensuelle sur les permis de bâtir menée auprès des municipalités canadiennes vise à recueillir des informations sur les intentions de construction. Les résultats de cette enquête servent d'une part de base de référence à la S.C.H.L. (Société canadienne d'hypothèques et du logement) dont l'un des mandats est d'effectuer le relevé mensuel du nombre de logements mis en chantier et parachevés. D'autre part, la statistique sur les permis de bâtir constitue un élément essentiel dans le calcul des dépenses d'immobilisation. De plus la délivrance du permis de bâtir étant l'une des premières étapes du processus de construction, cette statistique est grandement utilisée comme indicateur avancé de cette activité.

Méthodologie générale : L'enquête sur les permis de bâtir couvre environ 2 400 municipalités en provenance de toutes les provinces et territoires et regroupant 95 % de la population canadienne. Elles ne font pas l'objet d'un échantillon prédéterminé et la participation à cette enquête est obligatoire. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total. En pratique, toutes les agglomérations urbaines y sont représentées ainsi qu'un bon pourcentage des municipalités rurales. Sauf exception, l'enquête couvre au minimum les municipalités déjà incluses dans l'enquête « Logements mis en chantier et parachevés ». Sur une base régulière les municipalités non-répondantes et émettant des permis sont incitées à répondre à l'enquête. De ce fait, le nombre de municipalités couvertes s'accroît continuellement.

L'enquête est généralement menée par la poste bien que certaines municipalités puissent choisir de répondre par téléphone. L'agent municipal responsable de la délivrance des permis remplit mensuellement un formulaire sur lequel chacun des projets de construction d'envergure doit être décrit.

Après avoir rempli leur rapport, les municipalités en acheminent une copie au bureau centrale de Statistique Canada et l'autre au bureau local de la Société canadienne d'hypohèques et du logement (S.C.H.L.). Afin de réduire leur fardeau, de plus en plus de répondants produisent un rapport informatisé. Seules les municipalités retardataires, incluses dans l'enquête de la S.C.H.L. ci-haut mentionnée, font l'objet d'un suivi téléphonique.

À leur réception au bureau central de Statistique Canada, les rapports sont vérifiés, codés et saisis.

Des procédures de contrôle qualitatif rigoureuses sont utilisées afin de s'assurer que la collecte, la codification ainsi que le traitement des données sont effectués avec le plus de précision possible. Des vérifications sont également exercées sur les totalisations et l'ordre de grandeur des données. Chaque rapport qui ne répond pas aux critères de qualité retenus fait l'objet d'une vérification et est corrigé au besoin.

Il faut procéder à des imputations pour chaque caractéristique pour laquelle aucune déclaration n'a été reçue. On les calcule automatiquement, sous réserve de certaines contraintes, en appliquant aux valeurs utilisées précédemment, les variations mensuelles et annuelles des valeurs semblables des municipalités répondantes; et le patron historiques des municipalités manquantes. Aucune estimation n'est faite pour le manque de couverture, la clandestinité ou la sous-évaluation des permis délivrés. Pour cette raison, l'erreur d'échantillonnage ne peut être calculée.

Les statistiques mensuelles ne font pas l'objet de correction pour les permis annulés ou périmés. D'après les agents municipaux, le volume d'annulation ou d'inutilisation est inférieur à 5 %.

Période de référence : La période de référence aux fins de la collecte de données est le mois civil. Les rapports des municipalités qui font parties d'une région métropolitaine de recensement ou d'une agglomération de recensement doivent nous parvenir dans les 20 jours suivant le mois visé. Les autres municipalités ont 30 jours pour produire leur rapport. Les résultats sont diffusés entre 35 et 40 jours après la fin du mois de référence. Les données annuelles finales pour l'année civile antérieure sont diffusées en même temps que les données pour le mois de janvier de l'enquête.

Révisions : Les révisions pouvant affecter les résultats de l'enquête sur les permis de bâtir sont de deux natures:

Révisions dues à la correction d'erreurs de codage

Mensuellement, seules les données du mois précédent la période de référence peuvent être affectées par de telles révisions.

Révisions dues à l'addition de rapports tardifs

Les rapports tardifs se rapportant au mois précédent la période de référence sont incorporés aux résultats de l'enquête sur une base courante. Cependant, les rapports reçus après la limite de deux mois suivant le mois de référence ne sont introduits qu'à la fin de l'année. Par conséquent, les données des douze derniers mois sont sujets à révision.

Désaisonnalisation : Les composantes des permis de bâtir pour lesquelles des variations saisonnières ont été identifiées sont désaisonnalisées en utilisant la méthode X-12 ARIMA. Les données désaisonnalisées relatives au nombre total d'unités de logements et à la valeur agrégée des permis de bâtir sont obtenues indirectement, c'est-à-dire par l'addition de leurs composantes désaisonnalisées. Plus précisément, le nombre total d'unités d'habitation est obtenue en additionnant les données désaisonnalisées pour les logements unifamiliaux et multifamiliaux. La valeur totale des permis de bâtir résulte pour sa part de la somme des composantes suivantes : résidentielle, industrielle, commerciale et institutionnelle. Dans les cas où les composantes de la série ne présentent aucune saisonnalité apparente, les valeurs non désaisonnalisées sont utilisées à la place des valeurs désaisonnalisées dans ces agrégations.

À la fin de l'année, les séries chronologiques désaisonnalisées sont révisées pour tenir compte des plus récentes fluctuations saisonnières de la série en même temps que la révision des données non désaisonnalisées de l'année précédente. En conséquence, les révisions portant sur les estimations désaisonnalisées des trois dernières années sont effectuées avec la diffusion des données de janvier des permis de bâtir.

En tant que complément de la série désaisonnalisée, les estimations de la tendance-cycle sont produites pour indiquer le mouvement sous-jacent à long terme d'une série et peuvent également être utilisées comme indicateurs avancés de la direction de la tendance à court terme (durant l'année en cours). Les données désaisonnalisées et les estimations de la tendance-cycle peuvent faire l'objet de révisions lorsque de nouvelles observations deviennent disponibles. Ces révisions pourraient être importantes et même entraîner le retournement du mouvement, en particulier à la fin de la série. La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle, en particulier à la fin de la série, est indiquée par une ligne pointillée pour les quatre mois les plus récents dans les graphiques.

Concepts et variables observées

Les données statistiques présentées dans le produit décrit ici ont trait au nombre d'unités de logement autorisées et à la **valeur des permis de bâtir**. La valeur des permis rapportés comprend les dépenses suivantes : matériaux, main d'oeuvre, profits et frais généraux. Le coût du terrain n'est jamais inclus dans la valeur estimative du permis tandis que les frais d'acquisition (actes notariés, frais d'arpentage, intérêts encourus) peuvent à l'occasion y être intégrés.

La classification utilisée dans la présente publication porte strictement sur les bâtiments pour lesquels un permis de bâtir a été délivré. Généralement les permis délivrés correspondent aux travaux suivants : construction de nouveaux bâtiments, transformation de logement, ajout structurel, rénovation, etc. Les travaux de réparation (peinture, réfection de plancher, de toiture, etc.) pour lesquels aucun permis n'est requis et les travaux de génie (tels les barrages, les routes, les oléoducs, etc.), qui par définition ne sont pas des bâtiments, ne sont pas compris dans la présente statistique. Des estimations de ces travaux sont toutefois disponibles en consultant Cansim aux tableaux 029-0039 à 029-0040 pour les « Dépenses en immobilisations par type d'actif » et aux tableaux 029-0005 à 029-0024 et 032-0001 à 032-0002 pour l'« investissements privés et publics » (no 61-205-X au catalogue).

La description fournie par les municipalités concernant le type de bâtiment (case #6 de la Section A du formulaire) ainsi que le type de travail à effectuer (case #7 de la Section A du formulaire) constitue le fondement de la classification. La classification des bâtiments en groupes ou sous-groupes principaux se fondent sur les éléments suivants : la destination prévue, dans le cas des immeubles nouveaux; l'utilisation réelle ou prévue des bâtiments auxquels des améliorations sont effectués; affiliation de l'immeuble où la construction envisagée a pour objet d'assurer des commodités accessoires; la principale utilisation de l'ensemble lorsque la construction projetée est destinée à plus d'une fin, toutefois lorsque le bâtiment abrite des logements, on procède à la répartition de la valeur des travaux entre l'usage résidentiel et non résidentiel.

Catégories de bâtiments

Dans cette publication la **valeur des permis délivrés** soit pour l'érection de nouveaux édifices ou pour l'exécution de travaux d'amélioration sont regroupés d'après les genres de bâtiments suivants : résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental.

Construction résidentielle : Comprend tout bâtiment destiné à l'occupation privé soit sur une base permanente ou non. Les logements sont regroupés sous les types suivants : les logements unifamiliaux, mobiles, chalets, semi-détachés, en rangée ainsi que les appartements.

Construction industrielle : Englobe tout bâtiment destiné à la fabrication ou à la transformation de produits; au transport, aux communications et autres services d'utilité publique, à l'agriculture, à la sylviculture ainsi qu'à l'exploitation minière.

Construction commerciale : Il s'agit de tout bâtiment destiné à abriter des activités se rattachant au secteur tertiaire. Par exemple : les magasins, entrepôts, garages, immeubles à bureaux, théâtres, hôtels, salons funéraires, salons de beauté.

Construction institutionnelle et gouvernementale : Comprend les dépenses faites par les collectivités, les corps publics et les gouvernements pour la construction d'immeubles ou bâtiments; par exemple, écoles, universités, hôpitaux, cliniques, églises, foyers de vieillards.

Le **nombre d'unités de logements** correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées. Dans cette publication, les unités de logements sont regroupées de la façon suivante:

Maison unifamiliale : Ce genre de logement est communément appelé « **maison simple** ». Il comprend les logements individuels complètement isolés de tout côté, y compris les maisons individuelles liées à un autre logement uniquement sous le sol. Sont inclus les unifamiliales à deux étages, les bungalows, les maisons à paliers multiples, qu'ils soient construits de façon conventionnelle ou préfabriquée.

Maison mobile : Maison conçue et construite pour être transportée sur son propre châssis et qu'on peut déplacer sans grand délai.

Chalet : Logement qui ne peut être habité à l'année ou en permanence puisque les installations nécessaires au confort sont insuffisantes.

Maison double ou semi-détachée : Correspond à toute maison d'habitation où chacun des deux logements sont côte à côte réunis soit par un mur commun ou un garage, mais non attenants à une autre construction et entourés d'espaces libres.

Maison en rangée : Il s'agit d'une rangée d'au moins trois logements réunis côte à côte sans autre logement au-dessus ou au-dessous.

Maison d'appartements : Cette catégorie inclut les logements compris dans une variété de bâtiments tels que : les duplex, les duplex jumelés, les triplex, les duplex en rangée, les appartements proprement dit et les logements adjacents à tout édifice non résidentiel.

Transformation : Il s'agit du nombre de logements ajoutés par suite de la transformation d'un bâtiment déjà existant.

Classification géographique

Les entités géographiques sont classifiées selon la Classification Géographique Type (CGT) en usage à Statistique Canada. Un code (CGT) de douze chiffres a été attribué à chaque entité rapportante afin de pouvoir les classifier selon les niveaux géographiques suivants:

Province et territoire (Pr) : On compte dix provinces et trois territoires.

Région économique (RE) : Il s'agit des régions infra-provinciales de Statistique Canada établies par la Division des normes. On en compte soixante-seize.

Division de recensement (DR) : L'expression division de recensement signifie un regroupement de subdivision de recensement établie par une loi provinciale. On en dénombre deux cent quatre-vingt-huit (des données sous un tel regroupement géographique sont disponibles sur demande).

Région métropolitaine de recensement (RMR) : Leur délimitation correspond à la définition du recensement de 2011. Le terme (RMR) désigne la principale zone du marché du travail d'une région urbaine (noyau urbanisé) comptant 100,000 habitants ou plus, d'après les chiffres de population du recensement. Les trente-trois (RMR) figurent dans cette publication. Toutefois, bien que le recensement de 2011 définisse Ottawa-Gatineau comme une seule (RMR), elle est présentée ici en deux entités distinctes étant donné qu'elles sont situées dans des provinces différentes.

Agglomération de recensement (AR) : Elle correspond aux zones de marchés de travail moins vastes des noyaux urbanisés comptant 10,000 habitants ou plus, tel que défini au recensement de 2011. On compte cent quatorze (AR) au Canada. Lorsqu'une (AR) chevauche deux provinces elle est présentée partiellement dans chacune de celles-ci. L'agglomération de Lloydminster fait toutefois exception à cette règle, paraissant en totalité en Alberta.

Autres municipalités de 10,000 de population et plus : Il s'agit de municipalités ne faisant pas partie d'agglomérations de recensement dont la taille est d'environ 10,000 habitants. On distingue ces municipalités afin de rendre possible la comparaison entre l'enquête sur les permis de bâtir et celle sur les mises en chantier qui utilise ce concept.

Partie rurale : Sont regroupés sous cette rubrique toutes les entités géographiques ne faisant pas partie d'un (RMR) ou d'une (AR) et n'étant pas identifié par la Société canadienne d'hypothèques et de logement comme un centre urbain.

Subdivision de recensement (SDR) : L'expression subdivision de recensement se rattache aux municipalités, aux réserves indiennes, aux établissements et aux territoires non organisés. Toutefois étant donné que les établissements et les réserves indiennes n'émettent pas de permis de bâtir, elles ne sont pas comprises dans cette publication.

Unité géographique non-standard : Les unités géographiques qui apparaissent dans cette publication ne correspondent pas toutes à la définition de subdivision de recensement tel que définit ci-haut. Certaines administrations provinciales ou municipales étant dans l'impossibilité de produire des rapports mensuels conformes aux entités géographiques officielles, nous les publions selon l'entité géographique utilisée par ces administrations. Ces unités géographiques dites non-standards ne sont cependant pas très nombreuses et sont surtout concentrées dans les provinces maritimes.

Révisions territoriales

Les limites territoriales ont été établies conformément aux définitions du recensement de 2011. Durant les périodes intercensitaires les changements de limites, de statuts et de noms des (SDR) sont introduits dans cette publication sur une base annuelle. Les changements affectant les autres unités géographiques (RMR, AR, DR, RE) sont pour leurs parts incorporés sur base quinquennale dix huit mois après la tenue du recensement.

Exactitude des données

Les données sur les permis de bâtir étant extraites de documents administratifs municipaux, deux types d'erreurs de réponse sont possibles : les erreurs imputables au demandeur de permis et les erreurs de transcription faites par la municipalité répondante. L'expérience prouve que les erreurs de transcription sont peu fréquentes. De plus, du fait qu'un nombre croissant de municipalités produisent des rapports automatisés la fréquence de ce type d'erreur tend à diminuer. Toutefois, les erreurs provenant d'une déclaration sous-estimant le coût du projet de construction sont toujours probables. Le mode de tarification des permis qui, dans la plupart des cas, est établi en fonction de la valeur de construction mène indubitablement à une sous-évaluation de la valeur des projets.

Les autres sources d'erreurs sont les erreurs de traitement et les erreurs de non-réponse. En 2012, plus de 98 % des municipalités couvertes par l'enquête ont fait parvenir leurs rapports mensuels sur les permis de bâtir.

Comparabilité des données et sources connexes

Toute comparaison de données doit être faite avec réserve étant donné que les modalités de délivrance de permis ainsi que les méthodes d'estimation des valeurs peuvent différer d'une municipalité à l 'autre. De plus, puisque le nombre de municipalités participant à l'enquête s'accroît constamment, on doit tenir compte de ce fait lors de comparaisons touchant des périodes différentes.

La présente publication ne renferme qu'une partie des données produites sur les permis de bâtir. On peut cependant en s'adressant à la section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières (613-951-6321 ou 1-800-579-8533) commander soit des tableaux non-publiés ou soumettre des requêtes spéciales. Les séries présentées ici sont aussi disponibles sur CANSIM : Tableaux 026-0001 à 26-0008 et 026-0010.

Appendice I

Abréviations géographiques

C	City / Cité
CC	Chartered community
CG	Community government
CN	Crown colony / Colonie de la couronne
COM	Community
CT	Canton (municipalité de)
CU	Cantons unis (municipalité de)
CV	City / Ville
CY	City
DM	District municipality
HAM	Hamlet
ID	Improvement district
IGD	Indian government district
IM	Island municipality
IRI	Indian reserve / Réserve indienne
LGD	Local government district
LOT	Township and royalty
M	Municipality / Municipalité
MD	Municipal district
MÉ	Municipalité
MU	Municipality
NH	Northern hamlet
NL	Nisga'a land
NO	Unorganized / Non organisé
NV	Northern village
NVL	Nisgaa village
P	Parish / Paroisse (municipalité de)
PE	Paroisse (municipalité de)
RCR	Rural community / Communauté rurale
RDA	Regional district electoral area
RG	Region
RGM	Regional municipality
RM	Rural municipality
RV	Resort village
S-É	Indian settlement / Établissement indien
SA	Special area
SC	Subdivision of county municipality / Subdivision municipalité de comté
SÉ	Settlement / Établissement
SET	Settlement
SG	Self-government / Autonomie gouvernementale
SM	Specialized municipality
SNO	Subdivision of unorganized / Subdivision non organisée
SV	Summer village
T	Town

TC	Terres réservées aux Cris
TI	Terre inuite
TK	Terres réservées aux Naskapis
TL	Teslin land
TP	Township
TV	Town / Ville
V	Ville
VC	Village cri
VK	Village naskapi
VL	Village
VN	Village nordique

Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2011.

http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/ref/dict/table-tableau/table-tableau-5-fra.cfm